

Les mesures d'aides à l'insertion par l'activité

Convention de stage d'une durée d'un (1) an

CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA CONVENTION

(Articles LP. 5262-1 et suivants – articles A. 5262-1 et suivants du code du travail de la Polynésie française)

« Tremplin d'insertion par l'activité pour les aînés (T.I.A.P.A.) »

Le « Tremplin d'insertion par l'activité pour les aînés (TIAPA) » est un dispositif permettant la mise à disposition des compétences professionnelles disponibles et leur transfert dans le cadre d'un « PIAC ».

« Tremplin d'accès à l'insertion professionnelle par l'activité (T.A.I.A.) »

Le « Tremplin d'accès à l'insertion professionnelle par l'activité (TAIA) » est un dispositif mis en œuvre, dans le cadre d'un « PIAC », au profit de demandeurs d'emploi dont l'insertion professionnelle est empêchée par des freins périphériques. Les freins périphériques sont des difficultés non-professionnelles qui empêchent la personne de trouver un emploi ou de s'engager dans une démarche d'insertion, obstacles rencontrés hors la qualification et l'expérience professionnelle.

Mise en oeuvre :

Pour l'octroi des stages, « Tremplin d'insertion par l'activité pour les aînés (TIAPA) » et « Tremplin d'accès à l'insertion professionnelle par l'activité (TAIA) », un appel à candidature est lancé permettant à tout demandeur d'emploi au sens des articles LP. 5423-1 et LP. 5423-2 du code du travail, de s'inscrire pour participer au « Projet d'insertion par l'activité communautaire (PIAC) ».

À la suite de l'appel à candidature, les demandeurs d'emploi déposent leur candidature sous forme matérielle ou dématérialisée au service en charge de l'emploi. Un tirage au sort est effectué par un huissier de justice afin d'identifier les participants au « Projet d'insertion par l'activité communautaire (PIAC) ».

Formalités :

1. Le présent dossier de demande, fourni au demandeur d'emploi sélectionné par l'appel à candidature, doit être déposé au Service de l'emploi de la formation et de l'insertion professionnelle (SEFI) (siège ou antennes). Pour les archipels des îles Sous-le-Vent, Australes, Marquises et Tuamotu-Gambier, le dépôt du dossier doit s'effectuer auprès des circonscriptions administratives (Tavana Hau) ;
2. Obtenir l'accord du SEFI (il est interdit de démarrer le stage sans l'accord du SEFI) ;
3. Une convention de stage d'une durée d'un (1) an est signée entre le demandeur d'emploi, l'organisme d'accueil et la Polynésie française.

Modalités :

1. Le demandeur d'emploi effectuant le stage suit les règles de l'organisme d'accueil dans lequel il effectue sa mission ;
2. La durée hebdomadaire de l'activité est fixée à 20 heures ;
3. Pendant la durée du stage, l'organisme d'accueil est responsable de l'encadrement du demandeur d'emploi et de ses conditions d'activités, notamment en matière de santé et de sécurité définies par la partie IV du code du travail ;
4. Le régime de protection sociale dont bénéficie le stagiaire est le régime des salariés auprès de la Caisse de Prévoyance Sociale (CPS) qui est pris en charge par le SEFI ;
5. En cas d'accident du travail, le stagiaire est pris en charge par l'organisme d'accueil.

Le service en charge de l'emploi peut contrôler par tous moyens, y compris des visites dans les locaux de l'organisme, les déclarations faites par l'organisme d'accueil et le bénéficiaire, leur situation ainsi que la bonne exécution des dispositifs.

Public éligible

Les stagiaires « TIAPA » :

1. Être âgé d'au moins 50 ans et jusqu'à l'âge légal de départ à la retraite ;
2. Avoir la qualité juridique de demandeur d'emploi au sens de l'article LP. 5423-1 ;
3. Être à la recherche d'un emploi (*) ;
4. Posséder des compétences professionnelles acquises au cours des expériences professionnelles passées permettant la mise en œuvre du « PIAC » et l'insertion du bénéficiaire « TAIA » ;
5. Être sans emploi et n'exercer aucune activité sous la forme d'une entreprise individuelle ou d'une société à la date de la demande. Cette condition est remplie dès lors que la personne est admise au régime de solidarité de la Polynésie française (RSPF) ;
6. Ne pas avoir de lien de parenté entre le(s) responsable(s) de l'organisme d'accueil (conjoint, concubin, frère, sœur, ascendant ou descendant) ;
7. Justifier d'une durée de résidence de cinq (5) ans en Polynésie française ou d'une durée de mariage, de concubinage ou de pacte civil de solidarité de deux (2) ans avec ces dernières. Les périodes passées en dehors de la Polynésie française pour suivre des études ou une formation ou pour des raisons familiales, professionnelles ou médicales ne sont pas, pour les personnes qui y résidaient antérieurement, interruptives du délai pris en considération pour apprécier la condition de résidence.

Les stagiaires « TAIA » :

1. Être âgé de 18 ans à 49 ans ;
2. Avoir la qualité juridique de demandeur d'emploi au sens de l'article LP. 5423-1, depuis au moins un (1) an ;
3. Être à la recherche d'un emploi (*) ;
4. Être sans diplôme et sans expérience significative OU avoir un diplôme obtenu il y a au moins deux (2) ans et sans expérience significative. L'expérience n'est pas significative dès lors qu'elle n'a pas duré plus d'un (1) an dans un même domaine professionnel ;
5. Être sans emploi et n'exercer aucune activité sous la forme d'une entreprise individuelle ou d'une société à la date de la demande. Cette condition est remplie dès lors que la personne est admise au régime de solidarité de la Polynésie française (RSPF) ;
6. Ne pas avoir de lien de parenté entre le(s) responsable(s) de l'organisme d'accueil (conjoint, concubin, frère, sœur, ascendant ou descendant) ;
7. Justifier d'une durée de résidence de cinq (5) ans en Polynésie française ou d'une durée de mariage, de concubinage ou de pacte civil de solidarité de deux (2) ans avec ces dernières. Les périodes passées en dehors de la Polynésie française pour suivre des études ou une formation ou pour des raisons familiales, professionnelles ou médicales ne sont pas, pour les personnes qui y résidaient antérieurement, interruptives du délai pris en considération pour apprécier la condition de résidence.

(*) La condition de recherche d'un emploi est satisfaite dès lors que les intéressés :

1. Accomplissent toutes les démarches en vue de trouver un emploi ;
2. Intègrent un parcours de construction de projet professionnel personnalisé vérifié par le service en charge de l'emploi.

Modalité de versement des aides

Une indemnité mensuelle est versée au stagiaire :

- 90 000 F CFP (quatre-vingt-dix mille francs CFP) pour les stagiaires « TIAPA » ;
- 50 000 F CFP (cinquante mille francs CFP) pour les stagiaires « TAIA ».

L'indemnité se calcule en fonction du temps d'activité effectif mentionné sur le compte rendu de présence et d'activité qui est signé et transmis mensuellement par l'organisme d'accueil.

Toute absence donne lieu à un abattement de 1/30^{ème} par jour.

L'indemnité est versée dans les conditions suivantes :

- L'indemnité du premier mois est versée à titre d'avance après conclusion de la convention et du démarrage effectif de l'activité ;
- Les indemnités des mois suivants dits « m+1 » sont versées en fonction du temps d'activité ou de présence effectif du mois précédent dit « m » ;
- Le solde des sommes dues au prorata du temps d'activité ou de présence effective s'impute au plus tard sur le paiement du dernier mois d'activité.

L'arrêt d'activité, quelle qu'en soit la cause, de l'organisme d'accueil pour une durée supérieure à cinq (5) jours ne donne pas lieu à indemnisation.

En cas d'absence médicalement justifiée :

- D'une durée comprise d'un (1) mois à trois (3) mois, la convention sera suspendue. À l'issue de l'arrêt médical, la convention sera poursuivie pour une durée équivalente à la durée de stage non accomplie ;
- D'une durée supérieure à trois (3) mois, la convention est résiliée.

L'arrêt maladie est à transmettre au service en charge de l'emploi par tous moyens, y compris par télécopie ou par courrier électronique, dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date à laquelle l'arrêt maladie a été prescrit.

Toute activité effectuée au-delà de la durée hebdomadaire est interdite et ne donne pas lieu à indemnisation.

Résiliation et sanction

La résiliation de la convention de stage ne peut intervenir, que dans les cas suivants :

1. Par le service en charge de l'emploi, en cas de non-respect par l'organisme d'accueil ou le stagiaire de leurs obligations respectives ;
2. Par l'organisme d'accueil ou le service en charge de l'emploi, en cas d'absence non justifiée du stagiaire pendant sept (7) jours ouvrés consécutifs. Le stagiaire est tenu de rembourser le temps de travail non effectué ;
3. Par l'organisme d'accueil, pour cause réelle et sérieuse ;
4. Par le stagiaire en cas de non-respect de la convention par l'organisme d'accueil ;
5. Par l'organisme d'accueil et le stagiaire, sur accord écrit.

Le service en charge de l'emploi est informé par tous moyens, y compris par télécopie ou courrier électronique, de toute résiliation dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date de la décision de résiliation.

AVERTISSEMENT

L'accord du Service de l'Emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) est obligatoire et préalable au démarrage du stage.

Toute utilisation d'un stagiaire pour des activités non prévues par la convention conclue est strictement interdite et l'organisme d'accueil sera entièrement responsable en cas de problème.

L'organisme d'accueil est responsable des conditions de sécurité du stagiaire. Il doit s'abstenir de faire réaliser des travaux dangereux à ses stagiaires et doit lui procurer les équipements de sécurité requis pour l'emploi occupé.

Les dérogations prévues aux articles LP. 3211-16 à LP. 3211-23 du code du travail ne sont pas applicables au stagiaire bénéficiaire de ces dispositifs.

CONTACTS

- **Traitement administratif des dossiers demandes d'aides à l'emploi** : cmee.sefi@administration.gov.pf
- **Contrôleur de la réglementation de l'emploi** : <https://www.mes-demarches.gov.pf/commencer/sc-contacter-le-controleur-de-la-reglementation-de>
- **Comptabilité (indemnités des stagiaires)** : comptaindemnites.sefi@administration.gov.pf
- **FAQ** : <https://sefi.pf/foire-aux-questions/>

Antennes

- Côte Est-Mahina : 40 42 16 39
antennemahina.sefi@administration.gov.pf
- Taïarapu-Taravao : 40 46 12 90
antennetaravao.sefi@administration.gov.pf
- Moorea-Maïao : 40 56 49 19
antennemoorea.sefi@administration.gov.pf

Circonscriptions administratives

- Circonscription des Îles-sous-le-vent : 40 60 00 30
cdv.cisl@administration.gov.pf
- Circonscription des Marquises :
 - Taïohae : 40 91 02 60
 - Atuona : 40 92 76 21direction.cmq@administration.gov.pf
- Circonscription des Australes : 40 93 22 22
secretariat.cau@administration.gov.pf
- Circonscription des Tuamotu-Gambier : 40 50 22 75
secretariat.ctg@administration.gov.pf